

Politiques de production bovine en République Démocratique du Congo de 1960 à 2023

Bruno MITEYO¹, Matthieu Willy KABAMBA MWAMBA¹, Didier TSHIKUNG², Bernard LUTUTALA³, Célestin PONGOMBO²

(Reçu le 14/01/2025; Accepté le 11/03/2025)

Résumé

La République Démocratique du Congo (RDC) est dotée de 80 millions d'hectares de terres arables. Moyennant une bonne gestion et exploitation elle peut produire au moins 100 millions de bovins contre 2,4 millions actuellement. Les races bovines introduites et diffusées au pays datent d'avant la période coloniale et avaient pour objectif la viande et le travail. Ces cinq dernières décennies, des mixages par insémination et importation des géniteurs ont été opérés pour l'amélioration de la production de la viande et du lait. Les stations zootechniques ont été créées à cet effet pour le processus de sélection, de mixage et de métagage. Les stratégies de production bovine de l'époque coloniale et de post indépendance ont donné des résultats forts mitigés. Les importations de viande bovine croissent d'année en année. Les besoins des populations en viande sont compensés par la viande sauvage. Le pays fait face à des défis de production et d'efficacité des services publics de production, notamment sur le plan de la gouvernance, d'appui en infrastructures, d'amélioration des conditions de vie des acteurs du secteur, d'appui à la production, à la transformation, à l'écoulement et à la commercialisation. La RDC ne dispose pas d'une loi en matière d'élevage.

Mots clés: Politiques, Élevage bovin, Stratégies de production

Policies for cattle production in the Democratic Republic of Congo from 1960 to 2023

Abstract

The Democratic Republic of Congo (DRC) has 80 million hectares of arable lands. With good management and exploitation, it can produce at least 100 million cattle compared to 2.4 million currently. The cattle breeds introduced and distributed in the country date from before the colonial period and were intended for meat and work. Over the last five decades, mixing by insemination and importation of breeding stock has been carried out to improve meat and milk production. The zootechnical stations were created for this purpose for the process of selection, mixing and sharecropping. The cattle production strategies of the colonial and post-independence era gave very mixed results. Beef imports are increasing from year to year. Population needs for meat are met by wild meat. The country faces production and efficiency challenges for public production services, particularly in terms of governance, infrastructure support, improvement of the living conditions of players in the sector, support for production, processing, distribution and marketing. The DRC does not have a law on livestock production.

Keywords: Policies, Cattle breeding, Production strategies

INTRODUCTION

Le Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et la Banque Mondiale soulignent que l'élevage représentent une composante essentielle de l'économie et de la sécurité alimentaire. Ils encouragent les gouvernements des pays à jouer un rôle crucial dans la définition et la mise en œuvre des politiques visant à soutenir ce secteur (FAO, 2019; World Bank, 2010).

La République Démocratique du Congo (RDC) par son étendue vient en deuxième place après l'Algérie et avant le Soudan en Afrique. D'une superficie de 2.345.000 km² et dotée de 80 millions des terres arables dont 10% seulement sont exploitées. Le pays présente tous les atouts en termes de potentialités naturelles comme des conditions éco-climatiques favorables, une végétation variée offrant suffisamment de fourrage de qualités diversifiés à même de nourrir dans les conditions naturelles une centaine de millions des bovins. Le pays dispose d'une hydrographie dense et répartie sur le pays, faite des rivières et des lacs, constituant le bassin du fleuve Congo.

La RDC compte essentiellement trois grandes zones d'élevages différenciées par les conditions éco-climatiques, le type de bétails et le mode d'exploitation. Ces zones sont la zone Est et Nord-Est, la zone Ouest et Nord-Ouest et la zone Sud et Sud-Est (Ndunda, 2020).

En dépit de tous les atouts et opportunités naturelles qu'offre la RDC et malgré la volonté affichée par le gouvernement, la production de têtes des bovins depuis la colonisation et après l'indépendance n'est jamais allée au-delà de 2,5 millions des bovins. L'insuffisance des produits carnés est compensée par des importations de plus en plus croissantes créant une concurrence déloyale et affectant les acteurs privés ou institutionnels en élevage bovin et qui se désintéressent du secteur (DGDA, 2023).

Le secteur d'élevage bovin est caractérisé par une insuffisance d'informations fiables, complètes et actualisées; le manque d'orientations stratégiques claires et d'infrastructures appropriées de développement du secteur et/ou de gestion durable des ressources animales en particulier des bovins (PADSP, 2012).

PRINCIPALES RACES BOVINES EN RDC

Introduction et diffusion des espèces bovines d'élevage

Introduction des espèces bovines

Cette période correspond au premier repère historique de l'implantation des exploitations pastorales commerciales en RDC, soutenue par une volonté tous azimuts de l'autorité de l'époque.

La diffusion des espèces bovines en RDC, après leur introduction, s'est faite de manière inégale, en grande partie en raison des contraintes culturelles et naturelles.

¹ Faculté de Médecine Vétérinaire, Université Pédagogique Nationale, Kinshasa, RDC

² Faculté de Médecine Vétérinaire, Université de Lubumbashi, RDC

³ Faculté des Sciences Économiques, Université de Kinshasa, RDC

Par exemple, certaines régions ont rapidement adopté l'élevage bovin en raison de la disponibilité de ressources naturelles et d'un climat favorable, tandis que d'autres, comme les zones plus forestières, ont rencontré des difficultés liées aux conditions écologiques et aux habitudes pastorales préexistantes (Mokoko, 2023; Mokolo, 2011).

Durant la colonisation, l'introduction du bétail visait à augmenter la production agricole et à répondre à la demande croissante de produits carnés et laitiers. Les colons belges ont introduit des races exogènes comme le Zébu et les races européennes pour moderniser l'agriculture locale, tout en introduisant des pratiques d'élevage plus intensives (Kakule, 2018).

L'héritage de la colonisation belge a largement façonné les pratiques modernes d'élevage, bien que de nombreux défis persistent jusque à nos jours, notamment en matière de biodiversité, de durabilité et de résilience face aux crises économiques et environnementales.

L'introduction et la diffusion des espèces bovines en RDC, notamment durant la période du Congo Belge, ont profondément influencé l'élevage et l'agriculture dans la région. À l'époque coloniale, les colons belges ont introduit des races bovines telles que le Zébu et le Bovin européens, dans le but d'augmenter la production de la viande.

Cette pratique a non seulement modifié les méthodes traditionnelles d'élevage, mais également engendré des répercussions sur les écosystèmes locaux et les pratiques socio-économiques des communautés rurales.

Pour l'introduction d'animaux comme pour les possibles domestications du bœuf et de l'âne, le Nord-Est du continent africain a joué un rôle fondamental dans l'adoption de l'élevage. Quelques éléments génétiques indiquent également des points d'entrée par la Corne de l'Afrique, bien que les données archéozoologiques y fassent encore cruellement défaut (Kakule, 2018).

Parmi les données archéologiques qui ont permis d'apporter des informations sur la diffusion de l'élevage bovin en RDC et en Afrique Centrale figurent:

- *Des restes osseux*: des fouilles archéologiques réalisées dans plusieurs régions du Congo, comme près des rivières Congo et Lualaba, ont révélé des restes osseux de bovins, ce qui atteste de leur présence ancienne et de leur utilisation dans les sociétés locales, que ce soit pour la viande, le travail, ou partiellement à des fins rituelles (Van Neer, 2000);
- *Des sites archéologiques*: des sites proches de grandes rivières ont montré des indices de l'intégration progressive de l'élevage dans les sociétés locales. Par exemple, l'analyse de sédiments et d'artefacts a permis de mieux comprendre comment les communautés ont progressivement adopté l'élevage de bétail à travers les siècles (Nangaa, 2014).

Diffusion des espèces bovines

La diffusion des espèces bovines en RDC, après leur introduction, s'est faite de manière inégale, en grande partie en raison de contraintes culturelles et naturelles. Par exemple, certaines régions ont rapidement adopté l'élevage bovin en raison de la disponibilité des ressources naturelles et d'un climat favorable, tandis que d'autres, comme les zones plus forestières, ont rencontré des difficultés liées aux conditions écologiques et aux habitudes pastorales préexistantes (Mokolo, 2011).

Races à viande

Les différentes races rencontrées ont été sélectionnées selon les spécificités géographiques, écologiques et sociologiques (Anonyme, 1949). Selon les mêmes sources, les services de production et santé animales de la colonie avaient identifié les obstacles au développement de l'élevage, pris des mesures idoines et les avaient mises en œuvre.

C'est ainsi que les recherches en matière vétérinaire et génétique ont été entreprises de manière systématique, notamment grâce à la création des Instituts vétérinaires, des laboratoires, des stations d'essai et de multiplication ainsi que des stations de l'Institut National d'Etudes et des Recherches Agronomiques (INERA). Parmi les races, nous avons noté notamment: Lugware, Africander, Ankole, Alouou Nioka, Dahomey, Ndama et Mateba.

Races bovines d'introduction

Les races des bovins d'introduction ont été importées, soit par des génisses ou taureaux soit par des inséminations au sein de l'Office National de l'Élevage (ONDE, 1976).

En vue d'améliorer la production de viande, plusieurs races européennes furent introduites en RDC. Il s'agit notamment de: Limousin, Shorthorn, Charolais Hereford, Bleu Blanc Belge, Santa gertrudis, Brahman, Beef Master.

Les Zébus à viande d'origine indienne, pakistanaise et africaine ont aussi servi dans l'amélioration des bovins au Congo. Parmi ces races, nous citons entre autres le Boran, le Bosmaran, le Nelore, le Bhagnari, le Tharparkar, l'Angolan et le Dhani (Kiatoko, 2004).

Des défis au fil de temps se sont renforcés et se sont érigés en freins au développement de l'élevage bovin constituant ainsi des obstacles à relever sur le plan zoo sanitaire et génétique.

STRATÉGIES DE PRODUCTION BOVINE

Stratégie de production bovine en période coloniale du Congo-Belge

Le ministère des colonies travaillait selon une planification décennale visant à relever les défis de l'élevage avec une vision à court, moyen et long terme (Plan décennal 1948–1957).

Les colonisateurs ont créé dans les provinces du pays de grandes et moyennes sociétés d'élevage en s'appuyant sur les missionnaires et sur les groupes des sociétés notamment par:

- L'institution du Comité Spécial du Katanga, Tanganyika dans l'Ex Province du Katanga;
- Les Concessions Limited, Comité Spécial du Kivu du Groupe d'Économie Rural (GER) au Kivu;
- La création de grandes Sociétés Minières (Union Minière du Haut Katanga, la Forminière, etc.), des sociétés Agro-industrielles (Huilerie du Congo Belge, la Société de Cultures Industrielles Agricoles et Commerciales de Mayombe, SCAM, etc.);
- La construction de la société du chemin de fer, l'implantation des agglomérations urbaines;
- La mise en œuvre du crédit aux colonies pour faciliter le financement de grands élevages bovins au Katanga (Elgya Pepa, Domaine de Muhila, La Pastorale du Haut Lomami, la GRELKA Katongola, etc.);

- L'établissement au Kasai (SEC Kambayi, Kamiji et Maziampata), au Bandundu (CEA Masesi et Katenga, Bostandji à Malebo, etc.);
- L'institution au Kongo Central (JVL Kolo Fuma, de Compagnie des produits et des frigorifères du Congo-FROFRIGO – de l'île de Mateba, PEK Kitobola et Lovo, Elevages de Kitundu – ELKIN- etc.);
- La création à Equateur de CAE Lobo, les élevages de Mpaka, Lola, et Fiwa);
- L'installation des exploitations pastorales de la classe moyenne (colons, commerçants, confessions religieuses et paysannats) à travers le pays (Rapport des ministères de Colonie, 1943).

Grâce à ces interventions, le cheptel bovin de l'époque est passé de 924 têtes en 1901, localisées surtout dans le Kivu, le Kibali Ituri, à environ 1.070.000 bovins en 1960 répartis à travers le pays. Le taux de croissance annuel moyen de la période était de 8,9% (PADSP, 2012).

Défis de production en période de colonisation

Dans le rapport de 1943 du plan décennal de développement, les défis de l'élevage tels les maladies infectieuses, la qualité des races, les mauvaises pratiques d'élevage, les systèmes traditionnels de gestion, les obstacles topographiques et géographiques, les influences culturelles, les interactions entre chasseurs, cueilleurs et groupes pastoraux, à l'adoption de l'élevage etc. étaient l'objet des études et recherches et d'une planification d'amélioration notamment par les stations de sélection des géniteurs.

EFFICACITÉ DES SERVICES PUBLICS DE PRODUCTION

En période de colonisation et post indépendance (1943-1980)

Sur le plan de la structuration organisationnelle, les services publics vétérinaires étaient centralisés, et fortement influencés par les structures de la colonie. La production bovine était relativement stable mais restreinte par des infrastructures limitées et les ressources insuffisantes (Harsch, 1999). Toutefois, des préalables incontournables au développement de l'élevage bovin avaient été planifiés en période de colonisation. Le projet de création de 3 laboratoires vétérinaires parfaitement équipés avait été envisagé au niveau de Léopoldville (Kinshasa), d'Elisabethville (Lubumbashi) et de Stanley ville (Kisangani) pour le diagnostic des maladies et la fabrication des sérums ainsi que des vaccins. Seuls deux laboratoires ont été créés et équipés à Kinshasa et à Lubumbashi. De même, cinq centres d'amélioration génétique et de recherches agronomiques ont été créés: INERA Ngandajika dans le Kasai, INERA M'Vuazi dans le Bas Congo, Mulungu dans le Kivu, INERA Nioka et Yangambi dans la province Orientale.

En plus de ces cinq centres, l'INERA dispose de sept stations: Bambesa, Kiyaka, Luki, Boteka, Kipopo, Ngimbi, et Bongambo dont certaines sont pratiquement inactives aujourd'hui.

Période de crise économique et de réformes (1980-2000)

Cette période de crise économique et de réforme caractérise la crise économique et l'instabilité politique ayant conduit à un affaiblissement des services public. L'introduction des

réformes sous la pression des institutions internationales, menant à la privatisation partielle des services vétérinaires avec un impact sur la production bovine, a été marqué par l'inefficacité des services public et la diminution du soutien gouvernemental (World Bank, 2000).

Période de reconstruction et de redynamisation (2000-2023)

La centralisation a cédé progressivement place à la décentralisation. Celle-ci offre les avantages d'opportunité d'une meilleure coordination et standardisation des pratiques de santé animale.

PRODUCTION BOVINE ET STRATÉGIES DU GOUVERNEMENT EN PÉRIODE POST COLONIALE

Production et évolution bovines

En RDC, la viande constitue la principale production primaire du pays. Les données quantitatives disponibles ne semblent pas refléter la réalité dans la mesure où notamment les statistiques de production du Service National SA sont sujettes à beaucoup de critiques.

La production de viande est historiquement un sous-produit de l'exploitation agricole. Les progrès de la zootechnie particulièrement dans les pays développés ont permis la sélection des races divergentes destinées notamment à la production de la viande.

En RDC, la production est essentiellement assurée par deux secteurs: le secteur traditionnel et le secteur moderne. Ce dernier compte en son sein les exploitants de la Petite et Moyenne Entreprise (PME) et les producteurs industriels utilisant le *ranching*.

Selon l'étude de diagnostic de *Global Business & Consulting et de CDE* de Septembre 2012, l'auto approvisionnement du marché national en viandes bovines n'est représentée que par une faible proportion et ne couvre à peine que moins de 10% des besoins du pays. D'après les mêmes sources, la moyenne annuelle nationale de consommation des produits animaux, toute viande confondue, a été évaluée à 4,6 Kg en 2005 et à 1,2 Kg en 2012. Le déficit par habitant à combler se situait autour de 40 Kg.

Cette étude révèle que le déficit du marché national serait comblé par des importations massives de viandes de moindre qualité. Les chiffres des importations à travers le Ministère de l'Économie et de la Banque Centrale du Congo ne nous paraissent pas crédibles. Ils sont déficitaires et même contradictoires. La destruction du cheptel national par divers événements qui se sont succédés depuis quatre décennies a également entraîné une baisse drastique de la performance de l'outil de production.

De plus, les différents événements sociaux, politiques et politico-militaires (Zaïrianisation, guerres et rebellions, pillages, mauvaise gouvernance, déplacements des populations) auxquels le pays est soumis depuis plus de trois décennies ont porté un coup dur sur la production animale bovine de la RDC. A titre illustratif, l'étude indique la destruction totale des ranches CAE Katenga (5.000 bovins) dans le Bandundu entre 1960 et 1965; la désarticulation des stations de recherches zootechniques (INERA Nyoka, INERA Ngandajika, INERA Kiyaka, INERA Mvuanzi).

Il cite également l'anéantissement de plusieurs années de recherches et de dur labeur de l'ONDE Muhila (45.000 bovins), ONDE Mitwaba (8.500 bovins), ELYGMA Pepa au Marungu (60.000 bovins), CEDACO Kipiri (20.000 bovins) par les guerres ou les rebellions dans le Katanga en 1976, 1984 et 1997-2002.

Les déplacements transfrontaliers fréquents des populations de l'Ituri, de Masisi au Nord-Kivu et des plateaux de Minembwe au Sud-Kivu et Nord-Kivu avec leurs troupeaux entraînent la baisse des performances et la destruction des troupeaux occasionnée par l'insécurité permanente et les maladies émergentes (fièvre aphteuse, péripneumonie contagieuse des bovidés, etc.).

La succession de ces événements et surtout leur récurrence offrent ainsi au pays, pourtant doté des potentialités énormes une situation peu envieuse.

Les tableaux 1 et 2 montrent respectivement l'évolution de la production bovine et des effectifs des cheptels. Cette évolution n'est pas proportionnelle à l'augmentation des populations, à leurs besoins alimentaires, économiques, sociaux et même culturels.

Tableau 1: Évolution annuelle de la production nationale en viande

Année	Bovins en tonnes
2005	12.400
2006	12.380
2007	12.360
2008	12.340
2009	12.320
2010	12.200
2011	12.260
2012	14.188
2013	15.064
2014	15.132

Source: SNSA (Service National des Statistiques Agricoles), RDC (2014)

Tableau 2: Évolution des effectifs nationaux du cheptel

Année	Bovins
2005	756.940
2006	755.500
2007	754.060
2008	752.630
2009	751.200
2010	749.799
2011	748.349
2012	893.006
2013	946.585
2014	949.425
2015	1.233.710
2016	1.394.092
2017	1.882.024
2018	2.125.961
2019	2.141.115

Source: SNSA (Service National des Statistiques Agricoles), RDC (2019)

Stratégies du Gouvernement de la RDC sur la production bovine post-coloniale

Sur le plan de la politique générale de l'élevage

La politique nationale d'élevage bovin en RDC repose sur plusieurs objectifs stratégiques, définis par les autorités publiques à travers des documents comme le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) pour la période allant de 2014 à 2020 et les différentes stratégies agricoles mises en place depuis les années 1966 dont le Plan intérimaire de relance agricole.

Les principaux objectifs du gouvernement sont de renforcer la productivité du secteur, d'améliorer la santé animale et de garantir une meilleure intégration du secteur de l'élevage dans l'économie nationale:

- **Renforcement de la productivité:** L'un des principaux objectifs du gouvernement central est d'augmenter la production de viande et de lait afin de répondre à la demande intérieure et, à terme, de réaliser les exportations. Ce renforcement passe par l'amélioration des techniques de gestion des troupeaux, l'introduction des races améliorées et l'adoption de pratiques modernes de production. La modernisation de l'élevage bovin passe également par l'intensification des productions grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles (terres, fourrages, et eau) et l'introduction de nouvelles technologies agricoles (World Bank, 2020).

- **Amélioration de la santé animale:** Un autre objectif clé de la politique gouvernementale est d'améliorer la santé animale et de lutter contre les épidémies qui affectent régulièrement les cheptels bovins. La mise en place des services vétérinaires modernes, la vaccination systématique ainsi que la gestion des maladies animales comme la peste bovine, la brucellose et la tuberculose sont des priorités. Le gouvernement central a également pour objectif de renforcer les capacités des agents vétérinaires et de faciliter l'accès des éleveurs aux services vétérinaires (Borguignon et Ndjamba, 2018).

- **Amélioration des conditions de vie des éleveurs:** Le gouvernement met un accent particulier sur l'amélioration des conditions de vie des éleveurs, en garantissant l'accès aux marchés, aux financements agricoles et en fournissant une formation technique adaptée. La formation des éleveurs à la gestion durable de leurs exploitations et la sensibilisation à l'importance de bonnes pratiques d'élevage sont des axes essentiels dans les stratégies du gouvernement en vue de soutenir la profession vétérinaire (Mupenzi et Lukenge, 2022).

- **Décentralisation des services agricoles:** La décentralisation des politiques agricoles mise en place après la réforme constitutionnelle de 2006 vise à rapprocher la gestion des services d'élevage des populations locales. Cette décentralisation a permis une certaine autonomie aux provinces dans la gestion des ressources agricoles, mais elle reste un défi majeur notamment en raison du manque de moyens financiers et techniques au niveau local (Nganga et al., 2018).

Sur le plan de l'alimentation, de la nutrition et de l'économie nationale

L'élevage bovin joue un rôle central dans l'économie congolaise. Il contribue de manière significative à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois et au développement rural notamment dans les régions rurales où il représente

une source de revenus essentiels pour de nombreuses familles. L'importance de l'élevage bovin pour l'économie nationale se manifeste dans plusieurs domaines:

• **Sécurité alimentaire et nutrition:** Le secteur de l'élevage bovin assure une grande partie de la consommation des protéines animales à travers la viande et les produits laitiers. Dans un pays où les besoins alimentaires sont en constante augmentation en raison de la croissance démographique rapide (près de 100 millions d'habitants en 2023), l'élevage bovin est une source importante de nourriture pour la population.

• **Génération de revenus et emploi:** L'élevage bovin constitue également un secteur clé dans la génération de revenus. Il fournit non seulement de la viande et du lait mais aussi des produits dérivés tels que la peau, les cornes et les os qui sont utilisés dans diverses industries notamment le cuir et les engrais. De plus, l'élevage soutient une grande partie des emplois agricoles, tant dans l'élevage proprement dit que dans les industries liées à la transformation et à la distribution des produits animaux. Selon le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR), l'élevage bovin représente plus de 20 % des emplois ruraux en RDC (Kembe et Matadi, 2020).

• **Stabilité économique et développement régional:** L'élevage bovin contribue également à la stabilité économique de nombreuses régions rurales en réduisant la dépendance à une seule activité économique. Dans certaines provinces, l'élevage est un vecteur de développement local, facilitant la création d'infrastructures de base telles que les marchés de bétail, les abattoirs et les stations de traitement des produits laitiers, contribuant ainsi à la diversification économique des régions rurales. L'élevage bovin joue aussi un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté en offrant aux familles une source d'autosuffisance financière et d'épargne (Sakata et Kato, 2019).

• **Rentabilité pour l'État:** En termes de recettes fiscales et de commerce extérieur, l'élevage bovin représente une source importante de rentrées financières pour le pays, notamment à travers l'exportation des produits animaux et la collecte des taxes sur les activités commerciales liées à l'élevage. Bien que le pays fasse face à des défis pour structurer des filières d'exportation efficaces, la production et l'exportation de viande et de lait restent des secteurs porteurs pour l'économie nationale (World Bank, 2020).

PRATIQUES DE PRODUCTION DURABLE, DE BIEN-ÊTRE ANIMAL ET D'ÉTHIQUE

Pratiques de production bovine durable

Certaines pratiques sont à promouvoir pour la production durable (FAO, 2019):

- **Amélioration de la gestion** des pâturages et des systèmes alimentaires, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer la résilience des écosystèmes;
- **Optimisation de l'efficacité** alimentaire;
- **Intégration de l'élevage dans les systèmes** agro-écologiques en utilisant les approches intégrées pour produire de manière durable tout en respectant les écosystèmes locaux.

Pratiques de bien-être animal et d'éthique

Un élevage durable ne se limite pas à la production économique et environnementale, mais inclut également des pratiques respectueuses du bien-être des animaux. Cela comprend la mise en place des normes et des réglementations concernant la production bovine ainsi que des approches de gestion du bétail qui améliorent la qualité de vie des animaux, tout en maintenant une productivité optimale (FAO, 2019).

DÉFIS RENCONTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT DANS L'ÉLEVAGE BOVIN

Selon un rapport circonstanciel du gouvernement de la RDC pour la période allant de 2002 à 2012 (Anonyme 2012b), les défis ci-après ont été mentionnés dans les domaines de la production, de la transformation, du commerce et des finances, de l'interaction santé animale, santé publique et biodiversité, de la biodiversité et biosécurité, du genre, élevage et développement ainsi que de l'environnement :

• Sur le plan de production

Il est relevé la mauvaise qualité du matériel génétique, l'élevage traditionnel sans progrès, l'absence des recherches appliquées, les fréquents mouvements transfrontaliers, la valeur bromatologique limitée des savanes et pâturages naturels, les matériels et intrants zootechniques et vétérinaires à coût exorbitant, la prévalence et l'existence des principales maladies de bétail et des zoonoses affectant la santé publique, l'inefficacité de la couverture zoosanitaire, la destruction des infrastructures de production par pillages, guerres ou gestion calamiteuse, etc.

• Sur le plan de la transformation

Il évoqué l'insuffisance ou le délabrement ou encore l'absence des infrastructures de transformation dont les abattoirs, les charcuteries, etc.

• Sur le plan commercial et financier

Il est mentionné l'environnement macro-économique et un climat d'affaires peu propice aux investisseurs dans le secteur, l'insuffisance de capacités de financement et d'autofinancement des opérateurs locaux, la modicité du budget de l'État alloué à ce secteur, le mauvais état/ou l'insuffisance des moyens et des infrastructures de transport, de conditionnement, de conservation et de commercialisation, etc.

• Sur le plan de l'interaction santé animale, santé publique et biodiversité

Il est cité les zoonoses, la faible capacité d'application des mesures prophylactiques de diagnostic, de contrôle, d'analyse, de reportage, de surveillance, etc.

• Sur le plan de la biodiversité et biosécurité

Il est notamment relevé la croissance démographique entraînant une forte demande des produits carnés, l'ignorance des mécanismes écologiques ou conséquences environnementales de certaines pratiques pastorales, la faiblesse des institutions nationales maintenant un flou sur les responsabilités vis-à-vis des ressources et entraînant une application insuffisante des textes réglementaires, la méconnaissance des règles élémentaires de base de la biosécurité, etc.

• Sur le plan du genre, élevage et développement

Il est mentionné que plus de 60% des femmes contribuent aux travaux pastoraux mais l'évidence de leur rôle et de leur contribution dans l'élevage traditionnel ne sont pas encore bien cernés. Elles interviennent diversement par exemple pour la traite de lait, le nettoyage des kraals, la prise en charge d'abreuvement et d'alimentation, la commercialisation des produits d'élevage, etc.

• Sur le plan environnemental

Il est souligné que l'élevage, en particulier la production de viande notamment, exerce une pression importante sur l'environnement. Les principaux impacts sont la déforestation, l'émission des gaz à effet de serre, la consommation d'eau et la perte de la biodiversité. (FAO, 2019).

ESSAIS DES SOLUTIONS AUX PROBLÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN PAR LE GOUVERNEMENT DE LA RDC

Pour faire face à cette litanie de problèmes, la RDC a successivement élaboré des plans pour la promotion agropastorale dans l'optique de coordination, d'appui aux acteurs et de soutien au partenariat ainsi que de fructueuse collaboration à tous les niveaux.

Des efforts pour atteindre cet objectif ont été entrepris par les différents gouvernements au fil des années, comme repris dans les intitulés des programmes et projets ci-après:

- Plan intérimaire de relance agricole (1966-1972);
- Office National de Développement de l'Élevage (ONDE) (1973);
- Programme Agricole Minimum (PAM) (1980-1981);
- Plan de Relance Agricole (PRA) (1982-1984);
- Programme d'Autosuffisance Alimentaire (PRAAL) (1987 - 1990);
- Plan directeur du Développement Agricole et Rural (PDAR) (1991-2000);
- Programme National de Relance du Secteur Agricole et Rural (PNSAR) (1997 – 2001) ;
- Programme Panafricaine de Contrôle des Epizooties "PACE" (2002);
- Programme triennal d'appui aux producteurs du secteur agricole (2000 – 2003);
- Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté en RDC (DSCR 2, 2011-2015);
- Programme d'appui au développement du Secteur Privé (PADSP, 2012);
- Programme National d'Investissement Agricole (PNIA, 2014-2020);
- Programme National Stratégique de Développement (PNSD) (2019-2023).

Cependant, les résultats de la mise en œuvre de tous ces plans demeurent mitigés. Le pays, malgré tout, est resté dépendant de l'extérieur en produits carnés perdant ainsi beaucoup de capitaux à investir dans d'autres domaines socio-économiques.

Les importations en viande de bovins pour lesquelles nous n'avons pas trouvé des statistiques fiables sont un indicateur de la non atteinte de l'autonomie de la production

carnée pour la couverture des besoins de la population conformément aux exigences de la FAO (40 à 60 kg des protéines animales par personne et par an) alors qu'en RDC la production animale n'arrive à couvrir qu'une infime partie des besoins théoriques, soit environ 1,2 Kg par habitant et par an selon le Programme d'Appui au Développement du Secteur Privé (PADSP, 2012). Le reste est suppléé par des ressources sauvages des protéines animales.

INFRASTRUCTURES D'APPUI À LA PRODUCTION, ÉCOULEMENT, TRANSFORMATION ET COMMERCIALISATION

Infrastructures d'appui à la production

Laboratoires vétérinaires

Le pays compte trois laboratoires vétérinaires: le laboratoire vétérinaire de Kinshasa, le laboratoire de Goma et le laboratoire vétérinaire de Lubumbashi. Outre les analyses de laboratoire, le laboratoire vétérinaire de Kinshasa fournit quelques vaccins aux éleveurs.

Le fonctionnement de l'ensemble des laboratoires laisse à désirer: faible motivation du personnel, infrastructures anachroniques, absence d'un plateau à large spectre technique, manque des moyens logistiques (mobilité, recherche, investigations, transport du commun, etc.) et manque d'un personnel local qualifié pour la maintenance des matériels et équipements (Anonyme, 2023b).

Stations de recherches zootechniques

Ce sont des centres installés jadis par l'INERA dont ceux du Kasai Oriental (INERA Ngandajika), du Katanga (INERA Kipopo), du Bandundu (INERA Kiyaka), du Kongo Central (INERA Vuansi et Ngimbi) et de la Province Orientale (INERA Nyoka) ayant chacun une station de recherche zootechnique.

A cause des ressources financières limitées, ces différents centres de recherche zootechnique n'exécutent presque pas une activité recherche.

Dépôt de vente des produits et matériels vétérinaires et d'élevage

La RDC compte un certain nombre de petites maisons de vente des produits et matériels vétérinaires d'élevage détenus par les exploitants.

Le dépôt de vente des produits et matériels vétérinaires et d'élevage (DPMV) ainsi que les maisons de représentation de grande marque européenne et américaine (PFIZER, BAYER, ROUSSEL, etc.) opérationnelles au pays au cours des années 70, 80 et 90 ont cessé toute activité.

Provenderies ou usines d'aliments pour bétails

La RDC a disposé d'une importante activité économique visant la production d'aliments pour bétails. A Kinshasa (MIDEMA, MINOCONGO, CDI-Bwamanda, DAIPN, etc.) et au Katanga (MINOKAT, AGRIFOOD, KAKONTE, AMATO FRERES, etc.), toutes ces provenderies ont soit fermé soit travaillent à faible rendement.

Infrastructures d'appui à l'écoulement

En RDC, les moyens de transport, à savoir le camion par route, le train par voie ferroviaire, l'avion par ou le bateau par la voie lacustre, sont utilisés.

Les viandes sont transportées presque exclusivement par avion, reliant les grandes villes de consommation.

Les bétails vivants font le *treck*. Ceci constitue un mode de transport des animaux sur pied, des centres de production vers les centres de consommation. De grandes distances sont ainsi parcourues à pied avec des animaux conduits par des gardiens avec risque de contamination des maladies et de malnutrition.

Les bétails ici destinés à la consommation courent le risque d'être déclassés comme produits de consommation.

Infrastructures d'appui à la transformation

Abattoirs

La RDC compte environ une vingtaine d'abattoirs publics, presque tous datent de l'époque coloniale. Vétustes et obsolètes, ces abattoirs ne répondent plus aux normes de sécurité sanitaire des produits animaux qui en sortent. Outre les abattoirs publics, il existe à travers le territoire national: **(i)** des abattoirs privés - Kinshasa (ALIVIA, NDANU et SEBO), Lubumbashi (NUMBER ONE, Mégastore, Frigo Katanga...), MbujiMayi (Groupe FAKAM) **(ii)** un abattoir mixte, celui de Goma (Société des Abattoirs de Goma - «SABAGO» - Privé 10%, ACOOGENIKI 50%, État congolais 40%, construit grâce à un financement de la Coopération canadienne - ACDI), et **(iii)** une multitude de tueries et aires d'abattage de fortune.

Charcuterie

Cette production n'est pas effectuée à grande échelle, mais ces produits entrent de plus en plus dans les habitudes alimentaires des populations urbaines comme celles de Kinshasa.

Les transformateurs les plus importants répertoriés à Kinshasa sont SEBO (membre du groupe ORGAMAN) qui transforme environ 1,5 T/jour des produits de viande (locale mais surtout importée) et GAP, au Kongo Central JVL (aussi membre du groupe ORGAMAN) et à Lubumbashi CAFRIGEL, SAB, NUMBER ONE (local et approvisionnement des camps miniers), MANOAH et GAANA.

Il existe aussi des transformateurs à plus petite échelle qui fabriquent de la charcuterie commercialisée localement et régionalement. Ceux-ci sont distribués sur le territoire national et spécifiquement dans la région du Katanga (ex. Annety – Boucherie de Mateba, ex. Boucherie Charcuterie Number One...) et dans la région du Kongo Central (CI-VAK à Kimpese).

Infrastructures d'appui à la commercialisation

Marché à bétail

La RDC ne dispose quasiment pas des marchés à bétail organisés à l'instar de ceux des pays de l'Amérique latine ou de ceux de certaines régions de l'Afrique du Nord (Égypte), de l'Afrique Occidentale, de l'Afrique Orientale ou de l'Afrique Australe.

Il s'organise toutefois dans la zone pastorale Est et Nord-Est du pays, à Goma, à Mushake et en Ituri, des marchés à bétail quotidien ou hebdomadaire assez bien structurés et équipés. La Province du Sud-Kivu en compte une vingtaine et celle de l'Ituri une dizaine.

Dans l'hinterland de Kinshasa, un marché informel de gros bétail existe à Mongala (à environ 160 Km du centre-ville), sur la route de l'Ex Province de Bandundu.

Boucherie/Charcuterie

La viande bovine produite en RDC est également consommée quelques temps après l'abattage dans les milieux ruraux et les centres urbains dépourvus d'électricité. Là où les conditions le permettent, il existe des boucheries et des charcuteries de diverses tailles et qualité des produits proposés aux consommateurs.

CONCLUSION

Les potentialités d'élevage bovine sont énormes en RDC mais non exploitées de manière efficiente. Elles sont même négligées et gaspillées. Si leur gestion n'est pas responsable, elles peuvent créer davantage des problèmes environnementaux et de biodiversité.

Malgré ces potentialités, le secteur d'élevage rencontre beaucoup d'obstacles à la production bovine. Bon nombre d'auteurs s'accordent sur le fait qu'il se pose des problèmes d'ordre politique, institutionnel, organisationnel, administratif mais aussi de la vétusté et de l'insuffisance des infrastructures et des autres ressources d'appui à la maîtrise de la chaîne d'élevage.

En dépit de sa volonté politique exprimée à travers des discours et des plans successifs de développement, le gouvernement peine à relever les différents défis. Le secteur d'élevage est pourtant porteur des ressources de grande importance pour contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, à l'économie du pays et à l'amélioration des revenus des milieux ruraux et à la création des emplois.

Les conditions des éleveurs individuels, de petites et moyennes exploitations et des exploitations industrielles ne sont pas encourageantes pour investir dans ce secteur.

Outre les conflits armés et les guerres récurrentes auxquels le pays fait face depuis quatre décennies, la RDC n'est pas dotée d'une loi en matière d'élevage ; les textes en vigueur sont obsolètes et n'accordent aucune assurance pour ceux qui veulent investir dans ce secteur.

RÉFÉRENCES

- Anonyme (1943). Rapport des ministères de Colonie, Inedit.
- Anonyme (1948). Plan décennal pour la période de 1948 à 1957, Inedit.
- Anonyme (2012a). Programme d'Appui au Développement du Secteur Privé de l'Élevage en République Démocratique du Congo (PADSP), filière bovine, Inédit.
- Anonyme (2012b). Rapport circonstanciel du gouvernement de la RDC pour la période allant de 2002 à 2012, Inédit.
- Anonyme (2023a). Direction Générale des Douanes et Assises, DGDA, Rapport annuel, Inédit, 256 p.
- Anonyme (2023b). Rapport annuel du Ministère de Pêche et Élevage.
- Borguignon, Ndjamba (2018). Les défis de la gouvernance de l'élevage en République Démocratique du Congo: Cas du secteur bovin. *Revue des Sciences Sociales et Agricoles*, 12: 75-93.
- FAO (2019a). Livestock and sustainable development.
- FAO (2019b). The role of livestock in food security.
- Harsch (1999). The impact of colonial policies on post-independence African economies. *African Studies Review*, 42: 123-145.

- Kakule P. (2018). Races bovines et pratiques d'élevage au Congo.
- Kembe, Matadi (2020). Politiques publiques et gouvernance de l'élevage bovin en RDC: Analyses et perspectives. *Journal of Africa Animal Studies*, 5: 49-66.
- Kiatoko M. (2004). Situation de la production animale en RDC. Actes de colloque sur les Zoonoses et les carences en protéines animales en RDC, Janvier, 66 p.
- Lungu M. (2015). Decentralization and governance reforms in African countries. *Journal of African Politics*, 18: 300-317.
- Mokolo B. (2011). Histoire de l'élevage bovin en République Démocratique du Congo.
- Mokoko M. (2023). Ecological characteristics of sclerophyllous Forests in the Congo River Basin. *Journal of Tropical Forest Science*, 35: 112-125.
- Mupenzi, E., Lukenge, M. (2022). La décentralisation des services vétérinaires dans la gestion politique de santé animale en RDC: Études de cas. *Journal of African Veterinary Studies*, 7: 112-125.
- Nangaa J.C. (2014). L'élevage bovin et les enjeux de développement en RDC.
- Ndunda J. (2020). L'élevage dans les systèmes agro-pastoraux de la République Démocratique du Congo.
- Nganga (2018). Intermédiation et décentralisation des politiques agricoles en RDC: Cas du secteur de l'élevage. *Journal of Agricultural Development in Africa*, 7: 104-115.
- Sakata, Kato H. (2019). L'impact de la politique agricole du gouvernement sur l'élevage bovin en Afrique centrale: Les cas de la RDC. *Journal of Livestock Policy*, 8: 30-46.
- Van Neer W. (2000). Domestic animals from archaeological sites in Central and West Africa". In R.M. Blenck & K.C. MacDonald (éd.), *The Origins and Development of Africa Livestock. Archaeology, Genetics, Linguistics and Ethnography*, Londres, UCL. Press: 163-190.
- World Bank (2000). *The impact of economic reforms on public service delivery in Sub-Saharan Africa*. World Bank Publications.
- World Bank (2010). *ICT in Agriculture: Connecting Smallholders to Knowledge, Networks, and Institutions*. World Bank Group.
- World Bank (2010). *L'élevage dans les pays en développement: Défis et opportunités pour le secteur bovin en Afrique*. Banque Mondiale.
- World Bank (2020). *Strengthening Agricultural and Rural Development Policies in Central Africa: A Focus on Livestock*. World Bank, Washington D.C.
- World Bank (2020). *World Bank Strengthening Agricultural and Rural Development Policies in Central Africa. A Focus on Livestock*.